Loi de finances 2025 pour les Armées : priorité à l’équipement et l’intelligence artificielle

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,PERIODES,REGIONS,THEMATIQUES
18 octobre 2024

Le projet de loi de finances 2025 prévoit un budget des armées de 50,5 milliards d’euros, en hausse par rapport à 2024, conforme à la loi de programmation militaire 2024-2030. Ce budget permettra de renforcer les capacités de défense, avec des investissements dans l’équipement, l’intelligence artificielle, et la fidélisation des effectifs.

Projet de loi de finances 2025 : le budget des armées conforme à la loi de programmation militaire 2024-2030

- Présenté le 10 octobre en Conseil des ministres, le projet de loi de finances 2025 prévoit une hausse du budget des armées.
- Le budget de la mission « Défense » sera porté à 50,5 milliards d’euros de crédits de paiement hors pensions, soit 3,3 milliards de plus qu’en loi de finances initiale 2024.
- Un budget stable, ces dernières années, est consacré à la mission « Anciens combattants

», avec 1,8 milliard d’euros de crédits de paiement.
- Conforme à la trajectoire fixée par la loi de programmation militaire 2024-2030, ce budget consolide la cohérence du modèle d’armée et accélère les efforts engagés en matière de fidélisation, d’intelligence artificielle et de recomplètement des stocks de munitions.

Le Projet de loi de finances (PLF) 2025 constitue la deuxième année de mise en œuvre de la Loi de programmation militaire 2024-2030 (LPM). Dotée de 50,5 milliards d’euros de crédits de paiement hors pensions, la mission « Défense » permettra de poursuivre le renforcement des capacités de nos armées, dans un contexte stratégique mondial en constante mutation, marqué par le durcissement de la compétition entre acteurs et le retour de la guerre de haute intensité sur le continent européen.

L’année 2025 sera marquée par :

- **une augmentation des effectifs de 700 ETP**, au profit du renseignement, du cyber, de l’IA, du renforcement des capacités majeures des armées et de la transformation du ministère dans le domaine du soutien ;
- **une intensification de la préparation opérationnelle des forces**, à laquelle seront consacrés 7,8 milliards de crédits de paiement, soit près de 364 millions d’euros d’augmentation par rapport à 2024 au service de la montée en puissance de nos forces ;
- **des investissements sur les équipements** : 10,6 milliards d’euros de livraisons d’équipements dans les trois milieux en 2025, soit 16% supplémentaires par rapport à 2024, concrétisant la montée en cadence prévue en LPM ;
- **un niveau élevé de commandes**, correspondant aux priorités capacitaires définies dans la LPM 2024-2030, avec 20,2 milliards d’euros de commandes au profit de la poursuite de notre réarmement.

Le budget 2025 des armées marquera certains efforts prioritaires, notamment en matière de :

- **fidélisation 360 des militaires et civils du ministère**, avec 265 millions d’euros de crédits de paiement supplémentaires alloués ;
- **développement de l’intelligence artificielle de défense**, avec 300 millions d’euros de crédits de paiement dédiés, soit un effort supplémentaire de 100 millions d’euros ;
- **recomplètement des stocks de munitions**, avec 1,9 milliard d’euros de crédits de paiement, prenant en compte les retours d’expérience des conflits en Ukraine, des actions de feu en mer rouge et l’importance des stocks.

« 2025 est ainsi une année où les résultats concrets seront démultipliés, dans chaque unité, pour améliorer sensiblement le quotidien de nos soldats et de leurs familles. Depuis l’élection du Président de la République il y a sept années, le budget de nos armées a augmenté de 16 milliards d’euros. C’est un effort de la Nation qui était nécessaire pour réparer ce que

plusieurs décennies de restrictions budgétaires avaient abîmé dans nos armées. » Sébastien Lecornu, ministre des Armées et des Anciens combattants.

Retrouvez tous les chiffres clés de la mission « Défense » 2025 dans la plaquette réalisée par le ministère des Armées et des Anciens combattants.

Rafale standard F5 : premières commandes notifiées aux industriels

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,PERIODES,REGIONS,Technologies
18 octobre 2024

Le ministre des Armées a annoncé le lancement des premières commandes pour le Rafale standard F5, qui intègre des améliorations majeures, notamment un nouveau radar, des systèmes de guerre électronique, et l'intégration du missile ASN4G. Le développement d'un drone de combat furtif pour soutenir le Rafale F5 a également été initié, avec pour objectif de renforcer les capacités dans des environnements hautement contestés.

Rafale standard F5 : premières commandes notifiées aux industriels

- À l'occasion de sa visite sur la base aérienne 113 de Saint-Dizier le mardi 8 octobre 2024, Sébastien Lecornu, ministre des Armées et des Anciens combattants, a annoncé le lancement des premières commandes permettant de structurer le nouveau standard F5

du Rafale.
- Le Rafale au standard F5 sera apte à l'emport et au tir du futur missile nucléaire ASN4G, qui entrera en service au cours de la prochaine décennie.
- Les premiers contrats de développement d'un drone de combat furtif ont également été notifiés aux sociétés Dassault Aviation, Thales et Safran. Celui-ci sera chargé d'appuyer le Rafale F5 dans les missions « d'entrée en premier », le combat air-air, les missions air-surface et la suppression des défenses aériennes ennemies dans les environnements contestés.
- Le standard F5 est le fruit de travaux conduits en plateau collaboratif par la DGA, les états-majors d'armées et la Direction de la maintenance aéronautique (DMAé). Il s'inscrit directement dans la dynamique de la loi de programmation militaire 2024-2030.

Conduit sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction générale de l'armement (DGA), le programme *Rafale* s'appuie sur des développements continus permettant d'adapter les appareils à l'évolution du besoin, par standards successifs. Attendu pour la prochaine décennie, *le Rafale F5* vise à améliorer les capacités opérationnelles des forces aériennes françaises, autant pour les missions liées à la dissuasion nucléaire que pour les missions conventionnelles, en réponse à l'évolution rapide des menaces.
Succédant au standard *F4*, qui introduit déjà des innovations en matière de connectivité et de puissance de traitement des données, le standard *F5* pousse encore plus loin ces avancées en proposant un renforcement inédit des capacités du *Rafale*. Véritable rénovation à mi-vie, le standard F5 inclut le développement d'un nouveau radar, d'un nouveau système de guerre électronique, de nouveaux capteurs optroniques et l'intégration du missile nucléaire *ASN4G*, ainsi que d'armes de saturation. Il bénéficiera d'une intégration renforcée avec d'autres systèmes, tant au sol qu'en vol, et pourra être appuyé par un drone furtif de combat conçu pour faciliter les opérations de pénétration des défenses adverses.

Le *Rafale F5*, accompagné de son drone de combat furtif, disposera de capacités renforcées lui conférant une supériorité dans des environnements hautement contestés. S'appuyant sur l'expérience acquise avec le démonstrateur *nEUROn**, le drone accompagnateur du *Rafale F5* présentera un haut niveau de discrétion et disposera de capteurs de nouvelle génération. Il sera doté d'une connectivité résiliente et disposera d'une large panoplie d'emports. Il pourra être ravitaillé en vol afin d'être en mesure d'opérer sur un large rayon d'action.

L'intégration native d'intelligence artificielle dans son système de mission offrira aux équipages du *Rafale* la possibilité d'intégrer le drone dans une stratégie de combat collaboratif agile, première brique du programme *SCAF* (Système de combat aérien du futur).

Le drone de combat furtif tirera également pleinement les bénéfices des synergies permises par son développement conjoint avec le standard *F5* du *Rafale* en s'inscrivant dans une chaîne logistique cohérente, destinée à en optimiser l'exploitation opérationnelle. *Initié en 2003, le programme *nEUROn* a réuni les ressources aéronautiques de six pays européens, sous la maîtrise d'œuvre de Dassault Aviation. Le premier vol a eu lieu en décembre 2012. Plus de 170 vols d'essais ont été effectués à ce jour. Le programme *nEUROn* a tenu toutes ses promesses en termes de performances, de délai et de budget.

Tir d’essai du futur missile antiaérien de l’armée française qui devrait entrer en service en 2026

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Global
18 octobre 2024

Le missile jaillit de son tube et bondit vers le ciel. Une dizaine de secondes plus tard, la cible volante est désintégrée: l’armée française a testé mardi avec succès la future version de son missile anti-aérien, qui doit pouvoir intercepter certains missiles balistiques ou hypersoniques.

Commentaire AASSDN : Ce tir d’essai du nouveau missile anti-aérien franco-italien *Aster nouvelle technologie* développé par MBDA vise à préparer le remplacement à partir de 2026 du missile *Aster* déjà en service notamment au sein des armées de Terre et des marines française et italienne.
Il a également pour ambition de proposer aux nations européennes une alternative au projet allemand de bouclier anti-missiles, composé de 3 couches de défense dont deux seraient équipées de missiles achetés sur étagères aux Etats-Unis et à Israël.
A cet égard, il faut bien comprendre que c’est l’aspect industriel qui guide l’initiative allemande. Pour l’Allemagne le SAMP/nouvelle génération ne permet pas de développer son industrie nationale de missile. Nos voisins d’outre-Rhin ne cherchent pas l’autonomie stratégique en soi si cela ne bénéficie pas à son industrie.
A l’heure où l’on parle d’Europe de la Défense ou de défense de l’Europe, il est surprenant que

la plupart des pays européens aient déjà fait le choix de s'équiper de matériels développés essentiellement par des pays hors UE.
Si ce projet franco-italien ne parvenait pas à s'imposer en Europe, il ne faudrait plus parler d'autonomie stratégique européenne compte tenu de la dépendance de l'étranger dans laquelle demeurerait l'UE et compte tenu du caractère hautement stratégique de ce système d'armes.

Baptisé « *opération Mercure* », l'essai mené au centre d'essais de la Direction générale de l'armement (DGA) à Biscarosse (Landes, sud-ouest) est le "premier tir de développement de ce que sera le futur missile Aster", explique la directrice du centre, l'ingénieure de l'armement Corinne Lopez.

Le missile *Aster 30 B1NT* (nouvelle technologie), qui doit entrer en service en 2026, aura la capacité d'atteindre une cible volant à 25 000 mètres d'altitude à 150 kilomètres à la ronde, selon son concepteur, le fabricant de missiles européen MBDA.

Outre les avions, il aura la capacité d'intercepter des missiles balistiques de moyenne portée, du type de ceux tirés la semaine passée par l'Iran contre Israël, ainsi que les missiles dits hypersoniques, volant à plus de Mach 5 (6 000 km/h).

Pour l'heure, l'exercice se joue avec deux cibles orange volant à près de 900 km/h au-dessus de l'océan Atlantique à 6 000 mètres d'altitude, à une vingtaine de kilomètres de la côte.

Il en faudra plusieurs autres avant que le missile et son système de défense sol-air de moyenne portée (SAMP/T NG, sol-air moyenne portée terrestre de nouvelle génération) entrent en service.

"5, 4, 3, 2, 1… Tir autorisé", énonce l'officier de conduite d'essai dans la salle d'opérations bardée d'écrans d'où sont surveillées et recueillies les données radar, optique ou de télémesures.

En bord de mer, une batterie de défense sol-air, tubes de lancement pointés à la verticale, déclenche le tir. "A tous, la cible a été touchée", annonce peu après l'officier sous les applaudissements du ministre des Armées Sébastien Lecornu et de plusieurs parlementaires.

« C'était la première épreuve d'un programme qui est absolument clé (…) un beau succès sur la discrimination de cibles », salue M. Lecornu. Doté d'un nouvel autodirecteur, sorte de petit radar situé dans sa tête, le missile a en effet su faire la différence entre ce qui lui était présenté comme l'aéronef ami et l'autre ennemi.

Espoirs commerciaux

La France est engagée dans un renforcement de sa défense sol-air, domaine délaissé depuis la fin de la Guerre froide. Elle prévoit d'y consacrer 5 milliards d'euros d'ici 2030 et a déjà commandé 8 systèmes *SAMP/T* de nouvelle génération, qui avec les nouveaux *Aster* comprendra un nouveau radar et un nouveau système de conduite de tir. Elle doit en commander quatre autres dans les années à venir.

L'Italie, avec qui le programme a été lancé en 2021, doit de son côté se doter de 10 de ces systèmes. Les missiles *Aster 30 B1NT* équiperont également les frégates françaises et

italiennes, ainsi que les pays qui achètent ces navires auprès des deux pays, tout comme certains bâtiments britanniques.

« Les frappes iraniennes sur Israël montrent bien à quel point les menaces balistiques à longue portée sont malheureusement devant nous. La France doit être prête », juge le ministre.

Alors que le système SAMP/T n'a jamais trouvé preneur à l'export, hormis une batterie donnée à l'Ukraine pour l'aider à défendre son ciel face aux bombardements russes, le ministre espère de futurs succès commerciaux, alors que de nombreux pays européens ont opté pour le Patriot américain.

Il s'agit pour Paris et Rome d'offrir une alternative au projet de « bouclier du ciel européen » (ESSI) lancé par l'Allemagne et auquel se sont joints une vingtaine de pays. Celui-ci entend s'appuyer sur les systèmes anti-aériens *Iris-T* allemand pour la défense sol-air courte portée, *Patriot* américain pour la moyenne portée et américano-israélien *Arrow-3* pour la longue portée.

Avec le futur missile Aster, espère Sébastien Lecornu, *« on est en train d'avoir un saut technologique suffisamment fort pour permettre à une partie de l'Europe d'acheter franco-italien et d'avoir une solution complètement souveraine »,* à 100% européenne.

Dépêche AFP
*08/10/2024 à 14:18*L

…
Légende de la photo : Photo d'illustration
Source de la photo : Pixabay

Les Américains quittent l'Irak, nécessité oblige

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Maghreb - Moyen Orient
18 octobre 2024

« *À la mi-septembre, le gouvernement irakien a annoncé qu'il était parvenu à un accord avec les États-Unis pour retirer la plupart des troupes américaines d'Irak au cours des deux prochaines années* » signale pour *Atlantic Council* Anthony Pfaff, par ailleurs directeur intérimaire de l'Institut d'études stratégiques de *l'US Army War College* (1).

Commentaire AASSDN : Au moment où l'armée israélienne vise la neutralisation durable des capacités militaires du Hezbollah au Liban, cette lettre de Léosthène analyse les conséquences éventuelles du retrait de la presque totalité de l'armée américaine en Irak.

Peut-on se demander, un peu plus de vingt ans après leur invasion du pays en mars 2003 au prétexte du gros mensonge des armes de destruction massive qu'aurait possédées Saddam Hussein et dans le contexte du grand désordre de la région aujourd'hui, ce qu'il en est du « Grand Moyen-Orient » promu à l'époque par George Bush et son équipe de néoconservateurs ?

L'idée, pour « propager la liberté » – écrivions-nous en novembre 2005 – était que l'ébranlement des régimes autoritaires et l'instauration d'économies ouvertes provoqueraient, par l'exemple, des aspirations populaires au bien-être et au desserrement de féodalités étouffantes. Et que ces revendications, appuyées financièrement et politiquement par les Etats-Unis et leurs alliés, favoriseraient naturellement les changements de régimes attendus. Il s'agissait aussi de garantir, entre autres choses, la sécurité d'Israël.

Un lecteur, lucide, nous écrivait alors que tout le Moyen-Orient était désormais « *sur la paume du démon » (ala kaf ifrit en arabe).*

L'état de la région lors des élections organisées par les Américains en Irak en janvier 2005, que nous décrivions ici – *Les urnes en treillis* (2) – n'inspirait en effet pas la sérénité. L'Iran chiite, qui voyait d'un œil favorable l'affaiblissement d'un rival et voisin encombrant, gouverné depuis le protectorat anglais par les sunnites, partageait avec la Turquie (alors laïque) un souci avec les revendications d'indépendance des populations Kurdes vivant des deux côtés des frontières. La Jordanie ne considérait pas avec enthousiasme l'idée qui traînait dans les cartons des néoconservateurs, d'une grande Jordanie incluant une partie de l'Irak (site idéal, pour certains stratèges américains, pour une "délocalisation" des Palestiniens). La Syrie se sentait esseulée, financièrement et politiquement, quand l'Arabie Séoudite ne pouvait pas voir

favorablement la perte d'influence des sunnites en Irak. Des signes inquiétants confirmaient, au Koweït, qu'une opposition existait à la présence (25 000 hommes) des troupes américaines. Dans le Golfe, le jihadisme sunnite progressait dans la population mais aussi chez les cadres civils et militaires, un cauchemar dans les Emirats qui craignaient la contagion de la violence plus que de la « démocratie ». Enfin, la Ligue arabe exprimait, à Rabat, ses réserves face à la nouvelle version américaine de leur plan du « Grand Moyen-Orient ».

On sait depuis combien le diable avait la main large.

On sait aussi que les transitions démocratiques espérées avec les « printemps arabes » (2011), n'ont pas eu lieu. « *Les « printemps arabes » n'ont été pour l'instant qu'un bref mirage pour des pays comme l'Égypte, la Libye ou la Syrie, sans parler du Yémen ou encore de Bahreïn… Dans ces pays, ce fut plutôt un retour au* statu quo *(Bahreïn) et à la dictature (Égypte) ou, pire, une chute inexorable dans le chaos (Libye, Syrie, Yémen)* » remarquait l'universitaire (Aix-Marseille) Roland Lombardi en 2016. On a vu aussi la Russie intervenir en Syrie (2015) où s'installait un califat, puis la Chine s'ouvrir la porte de l'Iran dès 2016 (3) puis réussir en mars 2023 une médiation entre deux ennemis donnés comme irréconciliables, l'Arabie Séoudite sunnite et l'Iran chiite, rivaux religieux, politiques et militaires pendant que les Etats-Unis affrontaient un désamour de leur vieux partenaire séoudien. La région se dégelait, pouvait-on espérer, plus soucieuse de prospérité que d'affrontements en armes. Téhéran cherchait même à devenir membre des BRICS – qui intéressaient aussi l'Arabie Séoudite et la Turquie. Nous sommes loin du rêve néoconservateur de George Bush.

Aujourd'hui ? L'Iran a-t-il été dépassé par des « proxies », dont le Hezbollah, dont il n'a pas la maîtrise ? Quoi qu'il en soit, on voit les Américains comme pris dans un piège, le rêve néoconservateur échoué, la sécurité d'Israël toujours à risque.

Alors même qu'ils tentent de se retirer avec prudence d'Irak. « *Le 27 septembre* »,précise Anthony Pfaff (1), « *les responsables américains et irakiens ont présenté l'accord comme une transition dans laquelle la présence de la coalition militaire prendrait fin et où les États-Unis et l'Irak passeraient à une relation bilatérale en matière de sécurité. Selon les deux annonces, la plupart des troupes américaines partiraient d'ici la fin de 2025, laissant derrière elles un petit contingent au Kurdistan pour soutenir les opérations de lutte contre l'État islamique d'Irak et al-Cham (ISIS) en Syrie. Les troupes restantes se retireront d'ici la fin de 2026, mais les personnes impliquées dans la relation de coopération en matière de sécurité resteront sur place* ». Sachant pourtant qu'un « *retrait donnerait également une victoire apparente à l'Iran et à ses milices supplétives, dont les attaques continues contre les forces américaines s'inscrivent dans le cadre d'une campagne permanente visant à réduire la présence des États-Unis dans la région* ».

Mais, ajoute Anthony Pfaff, « *il est probable que les États-Unis ne pourraient – ou ne voudraient – pas faire grand-chose pour changer la position du gouvernement irakien sur la présence des troupes américaines. Les efforts de l'Iran pour repousser les forces américaines et l'intérêt du public irakien à ne pas être entraîné dans le conflit entre l'Iran et les États-Unis ont exercé une pression considérable sur le gouvernement irakien pour qu'il expulse les troupes américaines pendant un certain temps* ». En particulier « *après la frappe américaine qui a tué le commandant de la force Quds du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), Qasem Soleimani* » en janvier 2020. En effet, « *le parlement irakien a adopté une*

résolution non contraignante en faveur de l'expulsion des forces américaines. La pression en faveur de l'application de cette résolution s'est poursuivie sans relâche, les États-Unis, l'Iran et leurs mandataires s'étant engagés dans plusieurs cycles d'escalade depuis lors ».

Et les Irakiens ont peut-être aussi d'autres idées, si on en croit le quotidien de référence russe *Izvestia* (4).

« *L'Irak recherche un partenariat militaire avec la Russie dans le cadre du retrait de la coalition dirigée par les Etats-Unis* », titrait le quotidien le 3 octobre. « *L'Irak souhaite développer une coopération militaire et en matière de renseignement avec la Russie. Étant donné que Moscou a fait ses preuves en matière de lutte contre le terrorisme, Bagdad voit une opportunité de travailler ensemble pour s'assurer que les organisations radicales ne reviennent pas sur le sol irakien, a déclaré le conseiller politique du Premier ministre irakien, Fadi al-Shammari, dans une interview accordée à Izvestia* ». Et, détaillant les objectifs irakiens : « *La Russie a une grande expérience de la lutte contre le terrorisme et dispose de capacités militaires et de renseignement avancées qui pourraient profiter à l'Irak. Les deux pays sont unis par des liens de longue date, que nous cherchons à développer et à renforcer dans les domaines de la sécurité, de l'armée, du renseignement, de l'économie et de la science* ». Un expert militaire et officier retraité des forces armées irakiennes, Saif Raad, ajoute : « *Il y a une opportunité de développer les relations russo-irakiennes en renforçant les capacités militaires, la chose la plus importante étant l'accord pour conclure un contrat sur la vente du système de défense aérienne S-400 à l'Irak. Cela pourrait modifier l'équilibre des forces et donner à l'Irak une plus grande influence sur les puissances mondiales* ».

A ce point, on peut s'interroger sur le bilan que font les Américains eux-mêmes de leur politique étrangère. Certains le tentent, même si, reconnaissent-ils, la période électorale n'est pas le meilleur moment. « *Les politiques américaines de primauté ont conduit à l'échec des guerres d'Irak et d'Afghanistan et à la montée en puissance de rivaux potentiels tels que la Russie et la Chine* » (5) écrit Kevin Blachford (King's College de Londres). Et, sans illusions : « *La réapparition récente des voix néoconservatrices de l'ère George W. Bush montre certainement que certaines idées ont la vie dure et que le fractionnisme au sein de l'establishment de la politique étrangère persiste* ». Rien de simple pour espérer une évolution, « *il est peu probable que la prochaine étape soit un plan soigneusement coordonné suivant une stratégie globale* ». Mais, ajoute-t-il, si, « *ces dernières années, la grande stratégie américaine a été façonnée par la domination des élites libérales progressistes qui soutiennent la primauté des États-Unis (…) cette domination des primacistes libéraux est aujourd'hui sujette à débat* ».

Nécessité oblige ?

Hélène NOUAILLE
La lettre de Léosthène,
http://www.leosthene.com
le 5 octobre 2024, n° 1854/2024

Notes :

(1) Atlantic Council, le 2 octobre 2024, Anthony Pfaff, *After Operation Inherent Resolve : How to not mess up US-Iraq security relations again*

https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/operation-inherent-resolve-us-iraq-ties/

(2) Léosthène n° 85/2005 du 8 janvier 2005, *Irak, les urnes en treillis*

Description de l'organisation d'élections en Irak : les listes, les participants, les interférences étrangères, le rôle des "ONG" américaines, le financement. Les risques de guerre civile post-électorale, ouverte ou larvée.

(3) Voir Léosthène n° 1716/2023, le 15 février 2023, *Amis en temps d'épreuves, l'Iran et la Chine*

C'est en mars 2021, bien avant les tensions actuelles et la polarisation générale autour de la guerre en Ukraine, que Djavad Zarif, alors ministre des Affaires étrangères iranien, qualifiait la Chine « *d'amie des jours difficiles* ». L'Iran et la Chine venaient de signer un accord « *pour une coopération globale de 25 ans* », conclusion du chemin ouvert en 2016 par la visite du président Xi Jinping à Téhéran – une première alors depuis plus de dix ans. C'est aujourd'hui le président iranien qui est en visite officielle à Pékin pour deux jours, du 14 au 16 février – accompagné par les ministres de l'Economie, des Transports, du Pétrole, par le président de la Banque centrale iranienne et par une large délégation d'hommes d'affaires. En regard, Téhéran, qui ne peut pas s'enfermer dans un tête-à-tête chinois, peut trouver avec la Russie un partenaire intéressant pour équilibrer le poids de la puissance chinoise. Tous amis ? Ou alors ? En ces temps troublés, il faut à ceux qui sont mis à l'index se trouver ou se retrouver, nécessité fait loi. Chacun avec son histoire, ses intérêts, ses idées, mais amis stratégiques. Une alliance westphalienne ?

(4) TASS, le 3 octobre 2024, *Press review: Israeli reprisal against Iran looms and Iraq bets on Russia amid US exit* (voir le second papier)
https://tass.com/pressreview/1851377

(5) *The American Conservative*, le 4 octobre 2024, Kevin Blachford, '*Grand Strategy*' *Misses the Point*
https://www.theamericanconservative.com/grand-strategy-misses-the-point/

Début des essais en mer de la frégate Amiral Ronarc'h

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest
18 octobre 2024

Début des essais en mer de la Frégate de défense et d’intervention (FDI) Amiral Ronarc’h

---

Emission à revoir sur LCP : “La Taupe”, Envoyé Spécial sur l’affaire Farewell (1990)

Category: 1989-1992,Actualités,Affaire Farewell,CIA (USA),Contre-espionnage,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Guerre froide (1945-1989),Livres et publications
18 octobre 2024

Une ancienne émission sur l”affaire Farewell sera diffusée prochainement sur la chaîne LCP

Rembob’Ina s’intéresse à l’une des plus grandes histoires d’espionnage du XXème siècle, grâce à une incroyable enquête, menée par les journalistes Dominique Tierce et Hervé Brusini.

Dans les années 80, les secrets livrés à l’Ouest par Vladimir Vetrov alias “La Taupe”, officier supérieur du KGB baptisé *Farewell* par les services français, ont contribué à démanteler les réseaux soviétiques, à perturber le complexe militaro-industriel et à accélérer la chute de l’URSS 10 ans après.

Hervé Brusini revient en plateau sur la genèse de ce reportage, comment ils se sont retrouvés au cœur de cette affaire et ont réussi à révéler l’identité de la Taupe. Lauréat du Prix Albert Londres en 1991 pour “La Taupe”, Hervé Brusini est aujourd’hui président de ce prestigieux prix.

MAGAZINE
Durée : 1 heure 27 minutes

Diffusions sur LCP TNT

- Jeudi 10 octobre 2024 à 20:32
- Vendredi 18 octobre 2024 à 00:30

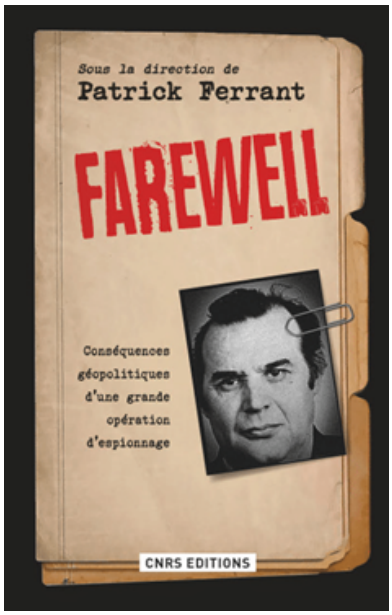
Diffusions sur LCP 100%

- Jeudi 10 octobre 2024 à 20:32
- Vendredi 18 octobre 2024 à 00:30

Invités :
Hervé Brusini, journaliste
Agnès Chauveau, Ina

Farewell
Conséquences géopolitiques d’une grande opération d’espionnage

En mars 1981 débuta à Moscou l’une des plus grandes opérations d’espionnage du siècle dernier, l’Affaire Farewell : le colonel du KGB Vladimir Vetrov remettait à un Français mandaté par la DST les premiers documents prouvant l’ampleur du pillage scientifique et technologique soviétique à l’Ouest. Les deux blocs sont alors en pleine Guerre froide et François Mitterrand, récemment élu, révèle au président Reagan les dessous de cette affaire avant d’ordonner l’expulsion de 47 « diplomates » soviétiques.
Plusieurs acteurs-clés de l’opération révèlent ici ses aspects restés encore secrets, à Moscou, à Paris et à Washington.
Entre autres, le lecteur découvrira les témoignages inédits de l’homme qui était au contact de Vetrov à Moscou, et de Richard V. Allen, conseiller à la Sécurité nationale du président Reagan, qui explique comment Reagan et la CIA ont utilisé les renseignements de Farewell pour perturber le complexe militaro-industriel soviétique. Et accélérer la chute de l’URSS.
À travers les interventions de Raymond Nart pour la DST, de Daniel Vernet, correspondant du Monde à l’époque, de Françoise Thom, Bertrand Warusfel et Olivier Forcade, mais aussi d’Igor Preline qui apporte le point de vue soviétique du KGB, Farewell éclaire les dernières zones d’ombre d’une des plus singulières affaires d’espionnage des années quatre-vingt.



Fiche d’identité du livre

Titre : “Farewell. Conséquences géopolitiques d’une grande opération d’espionnage”
Sous la direction : Patrick Ferrant
Editions : CNRS
Disciplines : Histoire et Relations internationales
Parution : 07/05/2015
Nombre de pages: 360
Dimension : 14.0 x 22.0 cm
Prix : 22,90€
EAN : 9782271086716

Pour de plus amples informations sur le livre, rendez-vous sur le site du CNRS

Le livre est disponible au siège de l’AASSDN au prix de 20 € et peut être adressé directement (prix 20 € + 5 € de port). Le règlement peut se faire par chèque

---

Video : Table ronde sur la souveraineté nationale dans le nouveau contexte international

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Souveraineté,Videos en ligne
18 octobre 2024

Dans le nouveau contexte européen et international, comment la France peut-elle conserver une part de souveraineté ? Quelle est la situation réelle de la France, sans tabous ni langue de bois ? Quels sont les atouts que la France doit développer pour éviter la vassalisation, voire l’effondrement dans les prochaines décennies ?

L’objectif de cette table ronde était d’aborder le thème de la souveraineté sous ses différents aspects, de faire prendre conscience des enjeux et d’esquisser des pistes de développements pour les décideurs publics, mais aussi des dirigeants d’entreprises et des citoyens. Cet événement, organisé par l’ASAF et l’AASSDN, s’est tenu à Lyon le 13 Juin 2024.

Intervenants : Alain Juillet, Henri Pinard-Legry, David Cumin. Avec Fabien Lafay, comme animateur du débat. Introduction par Jean-Michel Bonnerue et Alexandre Sonnet

Merci au Cercle Militaire du Général Frère à Lyon pour son accueil ainsi que les deux entreprises mécènes de cette conférence, Electrocalorique et ECI Systems

Interventions

Qu’est-ce que la souveraineté ?
00:00 Fabien Lafay
01:04 David Cumin : point de vue institutionnel
14:49 Fabien Lafay
15:14 Alain Juillet : point de vue géopolitique
26:16 Fabien Lafay
26:28 Henri Pinard-Legry : point de vue militaire

Questions de l’animateur
36:52 Fabien Lafay
37:28 David Cumin : souveraineté et souverain
41:31 Fabien Lafay
41:56 Alain Juillet : normes et souveraineté

Capacités militaires françaises
47:52 Fabien Lafay
48:16 Henri Pinard-Legry
53:23 Alain Juillet Transferts de souveraineté
55:53 Fabien Lafay
56:29 David Cumin
57:13 Fabien Lafay
57:22 Henri Pinard-Legry

Trouver des espaces de souveraineté
01:00:58 Alain Juillet Conclusion
01:08:42 Fabien Lafay

Questions du public :
1) Quelle souveraineté européenne face aux empires ?
01:11:46 Henri Pinard-Legry
01:15:06 Alain Juillet
01:19:36 David Cumin

2) Qui est l’ennemi de la souveraineté française ?
01:22:10 Question du public
01:23:48 Alain Juillet

01:31:18 David Cumin

3) Quelles priorités pour la souveraineté française ?
01:34:37 Question du public
01:36:07 Henri Pinard-Legry
01:39:22 Alain Juillet
01:40:40 : Fabien Lafay

Présentation des intervenants par Jean-Michel Bonnerue, Délégué du Rhône de l'ASAF

Introduction : les enjeux de la souveraineté nationale par Alexandre Sonnet, Délégué SYNFIE en région AURA

Vidéo : La France sous dépendance des capitaux étrangers

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Global,Videos en ligne
18 octobre 2024

Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Medori reçoivent François-Xavier Carayon, auteur du livre « Les États prédateurs ». Nous analysons la puissance financière de certains états via des fonds souverains ou des entreprises publiques qui investissent massivement dans les économies occidentales et dont le poids dans les économies locales leurs permettent d'influencer les choix politiques et géostratégiques des pays sous leur coupe. La France est-elle une proie facile pour ces états prédateurs et ces fonds vautours synonymes de désindustrialisation ?

—-

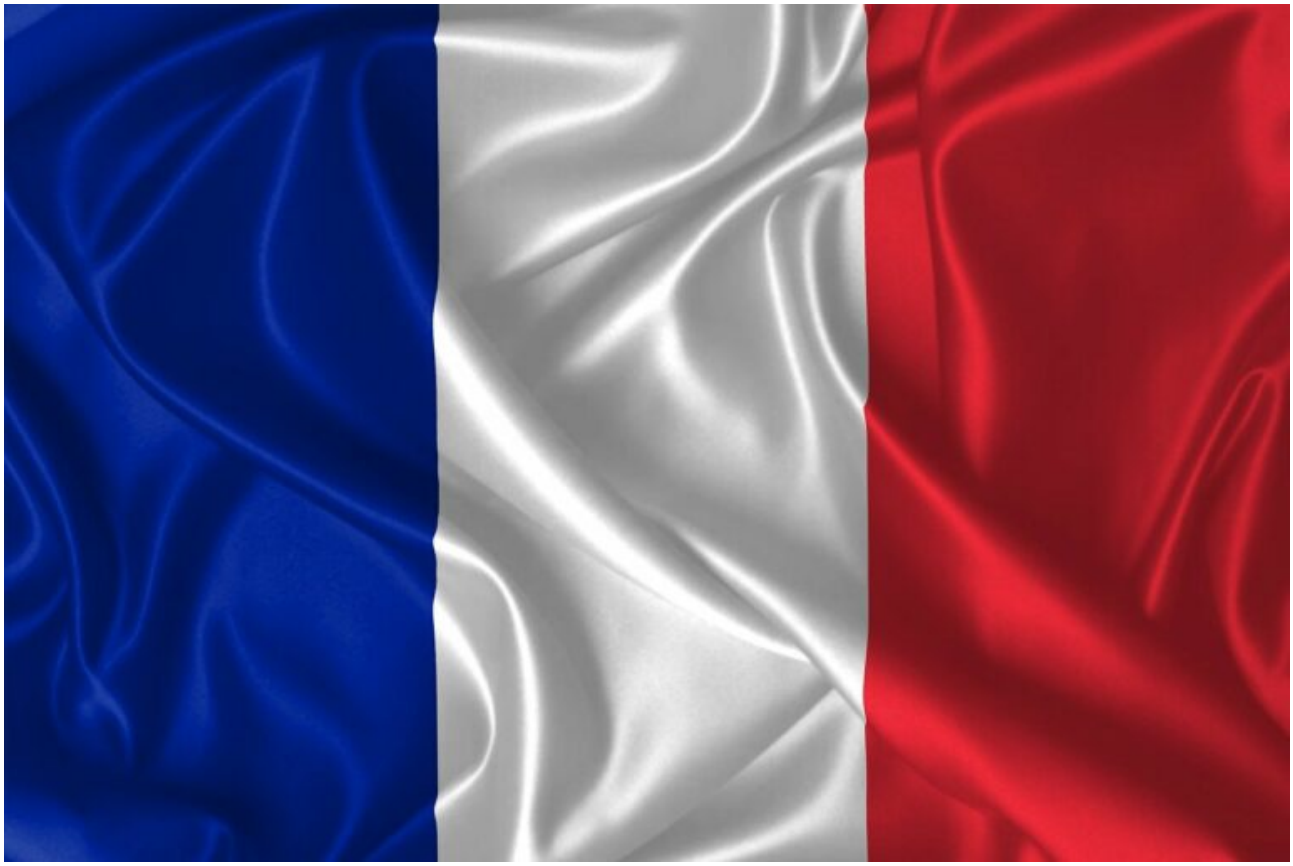
Informations sur la vidéo

Titre : La France sous dépendance des capitaux étrangers
Réalisé par : Open Box TV et Alain JUILLET
Présenté par : Alain JUILLET et Claude MEDORI
Intervenant extérieur : François-Xavier CARAYON, auteur du livre « Les États prédateurs »
Durée : 00:38:53
Date de mise en ligne : 20 septembre 2024
Compte YouTube support de la vidéo : Alain Juillet

Allocution en souvenir de l'engagement

des parachutistes de la France libre

Category: 1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Europe de l'Ouest,Hommages et discours,REGIONS
18 octobre 2024



Il y a 80 ans, les paras français étaient engagés dans la libération du sol national : en Bretagne, la veille du débarquement, pour aider les Forces françaises de l'intérieur (FFI) à fixer les garnisons allemandes, puis du Limousin à la Franche-Comté pour appuyer les maquis à harceler les unités de la *Wehrmacht* en repli sur l'ensemble du front et les empêcher de mener des actions défensives face à la marche des troupes alliées, enfin au sein de l'armée de Lattre, dans les durs combats des Vosges et de l'Alsace.

Dans ces affrontements contre l'occupant s'est forgée l'ossature des troupes aéroportées françaises : les Bergé, Bigeard, Sauvagnac, Botella, de Bollardière, Maloubier, Le Carré et autre Prigent à qui il nous appartient de rendre hommage.

L'Union nationale des parachutistes (UNP) dont l'une des missions est d'entretenir la mémoire de l'épopée des parachutistes français a choisi de faire effort sur la Saône-et-Loire où le 3e régiment de chasseurs parachutistes / 3e SAS (*special air service*) du commandant Château-Jobert dit « Conan » a permis, en complément des agents du SOE (*special operations executive*) et des équipes *Jedburgh*, à la Résistance de mieux s'organiser et de mener des actions coordonnées et efficaces contre un ennemi en repli mais nullement en déroute. Les attaques incessantes et meurtrières sur les convois de l'adversaire et les libérations de villes à

l’approche de l’Armée B débarquée en Provence, peu connues du grand public et même de la famille parachutiste, méritaient d’être mises en valeur.

C’est pour cette raison que l’UNP s’est associée à la 11e brigade parachutiste, dont le commandant nous fait l’honneur d’être présent, pour donner un éclat particulier à ces commémorations. Celles-ci se déroulent qui plus est au mois de septembre, période particulière pour tous ceux qui ont franchi la porte d’un avion avec un parachute sur le dos puisque c’est le mois de Saint-Michel, saint patron des parachutistes.

Au nom de l’Union nationale des parachutistes, je m’incline devant ceux, résistants des Forces françaises de l’intérieur, parachutistes de la France Libre et soldats de l’armée de Lattre, soldats, marins et aviateurs des armées alliées, qui se sont battus et ont parfois péri sur cette terre chargée d’histoire pour que la France retrouve sa souveraineté et que nous puissions vivre libres !

GCA (2S) Vincent GUIONIE
Président national de l’UNP
Digoin et Montceau-les-Mines, les 5 et 6 septembre 2024

Safran investit dans Vyoma spécialisé dans la surveillance des débris spatiaux

Category: 2020-2030,Actualités,Technologies
18 octobre 2024

<u>Commentaire AASSDN</u> : La surveillance de l'espace devient une activité hautement stratégique.
Elle concerne non seulement le suivi des satellites militaires étrangers et leurs manœuvres dans l'espace, mais aussi la localisation très précise des innombrables débris qui constituent autant de risques de détérioration ou de destruction de nos satellites en cas de collision.

Ce partenariat entre Safran et une start up allemande contribue à renforcer la souveraineté de la France et de l'Allemagne, mais aussi, plus généralement, celle des nations européennes sous réserve que celles-ci privilégient ces entreprises européennes plutôt que celles d'outre-Atlantique.

***Safran Corporate Ventures* a le plaisir d'annoncer la signature d'un investissement conjoint, aux côtés de trois autres co-investisseurs, dans la société *Vyoma* dans le cadre d'un tour de table financier de 8,5 millions d'euros.**

Vyoma est une startup allemande créée en 2020 à l'origine d'un système d'observation par constellation de satellites conçue pour la surveillance des débris spatiaux en orbite basse autour de la Terre. La société utilise une flotte de satellites équipés de télescopes, permettant d'identifier et de cataloguer les débris spatiaux. Ces données, combinées aux données de *Vyoma,* permettront aux opérateurs de satellites de naviguer de manière autonome et d'éviter les collisions avec les débris. *Vyoma* se positionne sur le domaine stratégique de la *« space situationnal awareness »* (SSA) et s'inscrit dans une volonté européenne de souveraineté spatiale.

Parallèlement à son investissement, *Safran* travaillera en partenariat avec *Vyoma* sur trois domaines en particulier. *Safran Electronics and Defense* étudiera la possibilité d'embarquer sur les constellations de *Vyoma*, de nouveaux capteurs (radiofréquence et télémètres laser) et travaillera avec *Vyoma* sur le partage de certaines données complémentaires pour en optimiser la valeur et la précision. Enfin, *Safran Reosc* explorera le développement d'un instrument optique pour détecter des objets de moins de 2 cm en mode surveillance qui complète le portefeuille de capteurs existant et futur de *Vyoma.*

« *Ce partenariat avec* Vyoma *présente un intérêt technologique et stratégique pour renforcer l'offre de* Safran Electronics and Defense *dans le domaine de la surveillance de l'Espace »,* souligne Jean-Marie Betermier, Directeur de la Direction Espace de *Safran Electronics and Defense*.

« *Cet investissement dans une startup allemande spécialisée du New Space s'inscrit dans la stratégie de* Safran Corporate Ventures *visant à soutenir des sociétés développant des technologies de rupture stratégiques pour le Groupe et en ligne avec une collaboration franco-allemande contribuant au renforcement de la souveraineté de l'Union européenne »* ajoute Florent Illat, Directeur Général de Safran Corporate Ventures.*« Le partenariat avec* Safran Electronics & Defense *nous aide à affiner notre portefeuille de données et de services pour répondre aux besoins de nos clients et assurer la sécurité et l'efficacité des opérations spatiales »,* a déclaré le Dr Stefan Frey, PDG de *Vyoma*.

SAFRAN
20 juin 2023

https://www.safran-group.com/fr/espace-presse